

Brochure n° 3258

Convention collective nationale
BÂTIMENT
IDCC : 1597. – **Ouvriers**
(Entreprises occupant plus de 10 salariés)

ACCORD DU 18 JANVIER 2018
RELATIF AUX SALAIRES MINIMAUX AU 1^{ER} JANVIER 2018
(AUVERGNE, RHÔNE-ALPES)

NOR : ASET1850456M
IDCC : 1597

Entre :

SCOP BTP Rhône-Alpes ;
FFB Auvergne Rhône-Alpes ;
CAPEB Auvergne Rhône-Alpes,

D'une part, et

URCB CFDT Rhône-Alpes ;
FO BTP Auvergne Rhône-Alpes ;
UR CFTC Rhône-Alpes,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

En application de l'article XII.8 de la convention collective nationale du bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment non visées par le décret du 1^{er} mars 1962, les organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies le 13 décembre 2017 et le 18 janvier 2018, elles ont trouvé un accord sur le barème des salaires minimaux des ouvriers du bâtiment de la région Auvergne Rhône-Alpes (entreprises occupant plus de 10 salariés).

Compte tenu de la réorganisation territoriale de la République (lois des 16 janvier et 7 août 2015), les parties conviennent de déterminer ce barème pour les seuls départements Ain, Ardèche, Drôme, Isère, Loire, Rhône, Savoie et Haute-Savoie.

Article 2

Pour la région Auvergne Rhône-Alpes dans les départements Ain, Ardèche, Drôme, Isère, Loire, Rhône, Savoie et Haute-Savoie, les parties signataires du présent accord prenant en compte l'objectif d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes ont fixé les valeurs du point et de la par-

tie fixe servant à calculer les appointements minimaux des ouvriers du bâtiment (entreprises de plus de 10 salariés) à compter du 1^{er} janvier 2018 comme suit :

- valeur du point : 8,044 € ;
- partie fixe : 150,00 €.

Les barèmes joints en annexe correspondent aux appointements minimaux des ouvriers pour un horaire mensuel de 151, 67 heures.

Article 3

Par dérogation aux stipulations de l'article 2, la valeur de la partie fixe applicable aux salariés classés au niveau I, position I, coefficient 150, et pour cette seule position, est de 294,00 €.

Article 4

Toute organisation syndicale non signataire du présent accord pourra y adhérer par simple déclaration à la direction générale du travail et par lettre recommandée à toutes les organisations signataires.

Article 5

Conformément au code du travail, le présent accord sera adressé à la direction générale du travail et un exemplaire sera remis au secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes de Lyon.

Article 6

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au ministre du travail.

Fait à Villeurbanne, le 18 janvier 2018.

(Suivent les signatures.)

ANNEXE

APPOINTEMENTS MINIMAUX DES OUVRIERS DU BÂTIMENT – ENTREPRISES OCCUPANT PLUS DE 10 SALARIÉS
– POUR LA RÉGION AUVERGNE RHÔNE-ALPES DANS LES DÉPARTEMENTS AIN, ARDÈCHE, DRÔME, ISÈRE,
LOIRE, RHÔNE, SAVOIE ET HAUTE-SAVOIE À COMPTER DU 1^{ER} JANVIER 2018

Partie fixe : 150,00 €.

Valeur du point : 8,044 €.

(En euros.)

CATÉGORIE professionnelle	COEFFICIENT	SALAIRE MENSUEL pour 151,67 heures
Niveau I		
Ouvriers d'exécution		
– position 1 *	150	1 500,60
– position 2	170	1 517,48
Niveau II		
Ouvriers professionnels	185	1 638,14
Niveau III		
Compagnons professionnels		
– position 1	210	1 839,24
– position 2	230	2 000,12
Niveau IV		
Maîtres ouvriers ou chefs d'équipe		
– position 1	250	2 161,00
– position 2	270	2 321,88
* Partie fixe de 294,00 €. Aucune rémunération ne peut être inférieure au Smic.		